

**Les personnes handicapées et leur emploi**

Le présent document a été établi pour l'usage interne des services de la Commission. Il est mis à la disposition du public, mais il ne peut être considéré comme constituant une prise de position officielle de la Commission.

N° du catalogue : CB-43-85-676-Fr-C.

N° M.B. 31513 (à rappeler).

Prix : 265 F (T.V.A. comprise).

Edité en allemand, anglais, français.

**Etudes de comptabilité nationale — N° 8****Principaux indicateurs des comptes économiques de la CE, des Etats-Unis et du Japon — 1970-1983****Comptes nationaux, finances et balances des paiements (couverture violette)**

Cette publication présente pour les Etats membres de la Communauté européenne, de 1970 à 1982, les principaux indicateurs de comptabilité nationale. Ces élaborations statistiques permettent de donner une indication des principales tendances économiques de la Communauté, à travers les données harmonisées selon le système SEC (Système européen de comptes économiques intégrés) ainsi qu'une comparaison avec les Etats-Unis et le Japon. Chaque tableau statistique donne lieu à une interprétation économique des chiffres ainsi qu'à certaines indications méthodologiques permettant d'en préciser le contenu conceptuel.

Dans ce volume figurent aussi bien les données globales (PIB, PIB/habitant, etc.) que sectorielles (comptes des administrations publiques, des sociétés, des ménages, etc.).

N° du catalogue : CA-41-84-337-Fr-C.

N° M.B. 28467 (à rappeler).

Prix : 106 F (T.V.A. comprise).

Edité en anglais et français.

**En vente :**

- Par lettre, à adresser à la Direction du Moniteur belge, Bureau de vente C.E., rue de Louvain 42, à 1000 Bruxelles.
- Comptant au guichet de vente à la même adresse.
- Par paiement au c.c.p. n° 000-2005502-27 de la direction précitée.

**Te koop :**

- Per brief, te zenden aan het Bestuur van het Belgisch Staatsblad, Verkoopbureau E.G., Leuvenseweg 42, te 1000 Brussel.
- Contant aan het verkooppoket op hetzelfde adres.
- Door betaling op prk. nr. 000-2005502-27 van vermeld bestuur.

**MINISTERE DE LA REGION BRUXELLOISE**

**16 AOUT 1985.** — Circulaire relative aux nouvelles mesures d'exécution de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes et de l'arrêté royal d'exécution du 30 juillet 1985

A Monsieur le Gouverneur de la Province du Brabant,  
A Monsieur le Président, et  
A Mesdames et Messieurs les Echevins de l'Agglomération bruxelloise,  
A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins,  
Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de vous donner ci-dessous les nouvelles directives pour l'exécution de la loi du 26 juillet 1971 précitée et de l'arrêté royal d'exécution du 30 juillet 1985.

**I. Considérations générales.**

L'article 56 de la loi du 26 juillet 1971, en son paragraphe 6, donne au Roi le pouvoir d'établir les modalités d'exercice de la tutelle administrative à l'égard de l'Agglomération et des communes qui la composent.

Ces modalités devaient s'inspirer des principes énoncés aux articles 86, 87 et 88 de la loi communale. Cependant le Roi n'est pas tenu de calquer ces dispositions législatives; il peut les adapter (avis de la Section législation du Conseil d'Etat du 3 juillet 1985, n° 16 835/2).

L'arrêté royal du 30 juillet 1985 abroge, sauf pour la Ville de Bruxelles, celui du 6 juin 1972 dans la mesure où il réglait la tutelle administrative sur l'agglomération bruxelloise et les communes qui la composent.

Les objectifs poursuivis par cet arrêté royal sont notamment les suivants :

1° rétablir une parfaite concordance entre les dispositions de la loi du 26 juillet 1971 et ses mesures d'exécution;

**MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST**

**16 AUGUSTUS 1985.** — Omzendbrief met betrekking tot de nieuwe uitvoeringsmaatregelen van de wet van 26 juli 1971 houdende de organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten en van het koninklijk uitvoeringsbesluit van 30 juli 1985

Aan de Heer Gouverneur van de Provincie Brabant,  
Aan de Heer Voorzitter, en  
Aan de Dames en Heren Schepenen van de Brusselse Agglomeratie,  
Aan de Dames en Heren Burgemeesters en Schepenen,  
Dames, Mijne Heren,

Ik heb het genoegen U hierna de nieuwe richtlijnen te geven voor de uitvoering van de voornoemde wet van 26 juli 1971 en van het koninklijk uitvoeringsbesluit van 30 juli 1985.

**I. Algemene beschouwingen.**

Artikel 56 van de wet van 26 juli 1971 geeft in lid 6 de Koning de macht de uitvoeringsmodaliteiten van het administratief toezicht op de Agglomeratie en de gemeenten die ertoe behoren, te bepalen.

Voor deze modaliteiten moest men zich inspireren op de principes vermeld in de artikelen 86, 87 en 88 van de gemeentewet. Toch is de Koning niet verplicht deze wettelijke bepalingen over te nemen. Hij kan ze aanpassen (advies van de Afdeling Wetgeving van de Raad van State van 3 juli 1985, nr. 16 835/2).

Het koninklijk besluit van 30 juli 1985 heft het koninklijk besluit van 6 juni 1972 op, met uitzondering dan voor de Stad Brussel, inzake de regeling van het administratief toezicht op de Brusselse agglomeratie en de gemeenten die ertoe behoren.

De in dat koninklijk besluit beoogde doeleinden zijn de volgende :

1° te komen tot een volstrekte overeenstemming tussen de bepalingen van de wet van 26 juli 1971 en van de uitvoeringsmaatregelen ervan;

2° adapter les modalités d'exercice de la tutelle administrative prises en vertu de l'article 56, § 6 de ladite loi, à la situation résultant des lois de 1974 et 1979 sur la régionalisation provisoire;

3° tenir compte des arrêts du Conseil d'Etat annulant les dispositions qui conféraient au Gouverneur de la Province de Brabant ainsi qu'au Vice-Gouverneur, chacun pour ce qui le concerne, le pouvoir de proroger le délai imparti pour statuer sur les délibérations soumises à approbation;

4° préciser la tâche respective des services provinciaux et de ceux du Ministère de la Région bruxelloise dans l'instruction des dossiers afin d'accélérer la procédure de tutelle.

Les nouvelles mesures portent principalement sur :

a) l'obligation faite aux pouvoirs locaux de transmettre leurs délibérations uniquement au Ministère de la Région bruxelloise;

b) l'obligation de transmettre non seulement toutes les délibérations des Conseils mais également les décisions des Collèges prises soit en vertu d'une délégation du Conseil, soit en exécution d'une décision du Conseil;

c) de confirmer également le pouvoir de suspension du Ministre.

Afin de permettre une bonne compréhension des dispositions du nouvel arrêté, les membres des Collèges trouveront ci-après un commentaire exhaustif des différents articles dudit arrêté.

## II. Commentaire des articles.

Afin d'éviter des interprétations diverses quant à la portée exacte de l'arrêté royal, il importe de déterminer avec précision :

- les actes visés par cet arrêté;
- les pouvoirs locaux concernés par cette nouvelle réglementation;
- l'autorité de tutelle compétente.

A. Les actes visés par l'arrêté royal du 30 juillet 1985 sont ceux qui relèvent de la tutelle administrative prévue à l'article 5 de l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières concernant l'organisation des pouvoirs subordonnés ou une politique régionale différenciée se justifie et pour laquelle l'Exécutif de la Région bruxelloise est compétent.

Il s'agit des actes soumis :

1° à la tutelle administrative ordinaire qui comprend chaque forme de tutelle organisée par la loi communale, la loi provinciale ou la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes; cette tutelle, qui englobe la tutelle générale (annulation et suspension) et la tutelle spéciale (approbation, réformation et mesures d'office), vise notamment les budgets, les comptes annuels, les cadres du personnel et les autres actes des pouvoirs subordonnés.

La tutelle générale est appelée à s'exercer à l'égard de n'importe quel acte du pouvoir local et elle permet à l'autorité de tutelle d'annuler un acte pour illégalité ou lésion de l'intérêt général.

2° à la tutelle administrative spécifique à la Région bruxelloise, ainsi, par exemple :

- la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme;
- la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile (article 13);
- la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier (article 71).

3° à la tutelle administrative spécifique qui relève normalement du pouvoir national ou du pouvoir communautaire mais pour lesquels la loi ou le décret, selon les cas, n'a pas organisé la tutelle administrative.

Dans le cas où cette dernière est organisée, les actes relevant de la tutelle du pouvoir national ou communautaire restent soumis aux dispositions légales et réglementaires applicables en ces matières.

Tel est le cas de la tutelle d'approbation relative à l'informatisation des services communaux prévue au paragraphe 4 de l'article 34 de la loi du 23 décembre 1974, qui reste de la compétence du Ministère de l'Intérieur.

L'engagement de la dépense relevant de la tutelle administrative ordinaire, la délibération doit également être communiquée au Ministre de la Région bruxelloise.

2° de maatregelen inzake de wijze van uitoefening van het administratief toezicht die zijn getroffen op grond van artikel 56, § 6 van bedoelde wet aan te passen aan de situatie die is ontstaan ingevolge de wetten van 1974 en 1979 op de voorlopige gewestvorming;

3° rekening te houden met de arresten van de Raad van State waarbij de bepalingen worden vernietigd op grond waarvan aan de Gouverneur van de provincie Brabant alsmede aan de Vice-Gouverneur, ieder wat hem betreft, de bevoegdheid werd toegekend de termijn te verlengen om uitspraak te doen over de ter goedkeuring voorgelegde beraadslagingen;

4° de respectieve taak nader te omschrijven van de provinciediensten en van de diensten van het Ministerie van het Brussels Gewest bij de behandeling van dossiers ten einde de toezichtprocedure te versnellen.

De nieuwe maatregelen hebben voornamelijk betrekking op :

a) de verplichting die de plaatselijke besturen hebben om hun beraadslagingen uitsluitend aan het Ministerie van het Brussels Gewest, over te maken;

b) de verplichting om niet alleen alle beraadslagingen van de Raden over te maken, maar ook de beslissingen van de Colleges genomen, hetzij krachtens een machtiging van de Raad, hetzij in uitvoering van een beslissing van de Raad;

c) de bevestiging van de schorsingsbevoegdheid van de Minister.

Opdat de bepalingen van het nieuwe besluit goed zouden begrepen worden vinden de leden van de Colleges hierna een uitgebreide commentaar van de verschillende artikelen van het vermeld besluit.

## II. Commentaar van de artikelen.

Ten einde te vermijden dat de juist draagwijdte van het koninklijk besluit op verschillende manieren geïnterpreteerd wordt moet men nauwkeurig het volgende bepalen :

- de handelingen bedoeld bij dit besluit;
- de plaatselijke besturen die bij deze nieuwe reglementering betrokken zijn;
- de bevoegde toezichtoverheid.

A. De handelingen bedoeld bij het koninklijk besluit van 30 juli 1985 zijn deze die ressorteren onder het administratief toezicht, voorzien bij artikel 5 van het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot bepaling van de aangelegenheden inzake de organisatie van de ondergeschikte besturen waarin een verscheidend gewestelijk beleid verantwoord is en waarvoor de Executieve van het Brussels Gewest bevoegd is.

Het gaat hier om handelingen onderworpen aan :

1° het gewoon administratief toezicht dat elke vorm van toezicht omvat, zoals ingevoerd door de gemeentewet, de provinciewet of de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties van gemeenten en de federaties van gemeenten; dit toezicht omvat het algemeen toezicht (vernietiging en schorsing) en het bijzonder toezicht (goedkeuring, hervorming en maatregelen ambtshalve te nemen), en beoogt inzonderheid de begrotingen, de jaarrekeningen, de personeelskaders en alle andere handelingen van de ondergeschikte besturen.

Het algemeen toezicht moet worden uitgeoefend op om het even welke handeling van het plaatselijk bestuur en maakt het de toezichtoverheid mogelijk een handeling omwille van onwettigheid of strijdigheid met het algemeen belang te vernietigen.

2° het specifiek administratief toezicht eigen aan het Brussels Gewest, zoals bijvoorbeeld :

- de organieke wet van 29 maart 1962 op de ruimtelijke ordening en stedenbouw;
- de wet van 31 december 1963 op de burgerbescherming (artikel 13);
- de wet van 14 februari 1961 op de economische expansie, de sociale vooruitgang en het financieel herstel (artikel 71).

3° het specifiek administratief toezicht dat normaal onder de nationale of de gemeenschapsoverheid ressorteert, maar waarvoor de wet of het decreet naar gelang van het geval, geen administratief toezicht heeft ingevoerd.

Ingeval dit toezicht wel werd ingevoerd, blijven de handelingen, die ressorteren onder het toezicht van de nationale of gemeenschapsoverheid, onderworpen aan de wettelijke of reglementaire bepalingen die voor deze materies van toepassing zijn.

Dat is het geval voor het goedkeuringstoezicht met betrekking tot de informatisering van de gemeenten voorzien bij paragraaf 4 van artikel 34 van de wet van 23 december 1974, waarvoor de Minister van Binnenlandse Zaken bevoegd blijft.

Aangezien de vastlegging van de uitgave onder het gewoon administratief toezicht valt moet de beraadslaging levens aan de Minister van het Brussels Gewest worden medegedeeld.

B. Les pouvoirs locaux concernés par cette nouvelle réglementation sont expressément désignés par l'article 1er de l'arrêté royal, à savoir, l'Agglomération de Bruxelles et les communes qui la composent à l'exception de la Ville Bruxelles.

La Ville de Bruxelles a été exclue pour le motif que la tutelle ordinaire sur celle-ci est exercée avec le contreseing du Ministre de l'Intérieur conformément à l'article 5, paragraphe 2, de l'arrêté royal du 6 juillet 1970 précité qui exclut de la compétence régionale notamment la Ville de Bruxelles.

De même, ne sont pas visés les centres publics d'aide sociale qui relèvent actuellement de la compétence conjointe des deux Ministres de l'Éducation nationale (F et N).

C. L'autorité de tutelle compétente est le Roi, agissant sur proposition de l'Exécutif bruxellois.

Cette dernière compétence exclusive de l'Exécutif régional en cette matière se fonde sur les articles 1er et 4 de l'arrêté royal du 6 juillet 1979 susvisé.

Il y a lieu de noter que cet arrêté n'abroge pas l'arrêté royal du 6 juin 1972 en ce qui concerne la Ville de Bruxelles et les commissions de la culture. Il ne fixe les règles que dans les matières soumises à la tutelle administrative prévue à l'article 5 de l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières concernant l'organisation des pouvoirs subordonnés où une politique régionale différenciée se justifie et pour laquelle l'Exécutif de la Région bruxelloise est compétent. Dès lors, les actes relevant de la tutelle du pouvoir national ou communautaire restent soumis aux dispositions légales ou réglementaires applicables en ces matières.

L'article 2 du projet établit la concordance entre les dispositions reprises à l'article 56, paragraphe 3 de la loi du 26 juillet 1971 et l'arrêté royal. Il n'existera donc plus, dans les matières où l'Exécutif bruxellois est compétent, deux possibilités de transmission de la copie d'une délibération. Cela évitera les contestations quant à la détermination du délai au cours duquel l'autorité de tutelle doit statuer.

L'obligation faite aux pouvoirs locaux de transmettre, conformément à l'article 56, paragraphe 3, de la loi de 1971, leurs délibérations uniquement au Ministre, a été rendue nécessaire notamment pour éviter que les pouvoirs locaux n'adressent à des jours différents leurs délibérations au Gouverneur et au Ministre de la Région bruxelloise ce qui amène souvent une confusion quant à la date à prendre en considération pour calculer le délai.

En effet, la faculté de transmission des délibérations au Gouverneur, autorisée par l'arrêté royal du 6 juin 1972, « n'a pas rendu et elle n'aurait également pas pu rendre inopérante la transmission directe de la copie d'une délibération au Ministre compétent, telle que cette transmission est prévue, avec les effets juridiques qu'elle emporte, par l'article 56, paragraphe 3 de la loi de 1971 » (arrêté n° 18 370 du 30 juin 1977 du Conseil d'État).

Le présent arrêté prescrit la communication à l'autorité de tutelle non seulement de toutes les décisions des Conseils mais également des délibérations des Collèges prises soit en vertu d'une délégation du Conseil, soit en exécution d'une décision du Conseil.

Les délibérations du Collège échapperont à la formalité lorsqu'elles relèvent des pouvoirs attribués directement à ce collège par la loi (par exemple, art. 97 loi communale).

En ce qui concerne les décisions des Conseils, l'obligation étant prévue à l'article 56, paragraphe 3 de la loi du 26 juillet 1971 précitée, elle n'a plus été reprise dans l'arrêté royal.

Cette extension constitue une modalité d'exercice de la tutelle administrative qui trouve un fondement suffisant dans l'article 56, paragraphe 3 de la loi du 26 juillet 1971 susvisé qui habilite le Roi à fixer de telles modalités.

Tantefois, il est apparu indispensable de transmettre dès réception, au gouvernement provincial copie de toutes les délibérations afin que :

- le Gouverneur soit informé de toutes les décisions prises par les communes;
- le Commissaire de Gouvernement pour la capitale du royaume, Vice-Gouverneur de la province de Brabant, puisse veiller à l'application des lois et règlements relatifs à l'emploi des langues en matière administrative;
- les services provinciaux instruisent les dossiers qui leur seront dévolus.

L'article 82bis, paragraphe 4 de la loi communale introduit par l'article 20 de la loi du 14 juillet 1976 sur les marchés publics prévoyant expressément la communication des délibérations par lesquelles les Collèges attribuent les marchés de travaux, de fourniture

B. De plaatselijke besturen betrokken bij deze nieuwe reglementering worden uitdrukkelijk bepaald in artikel 1 van het koninklijk besluit, te weten, de Agglomeratie Brussel en de gemeenten die ertoe behoren, met uitzondering van Brussel Stad.

De Stad Brussel werd uitgesloten omdat het toezicht erop uitgeoefend wordt met de medeondertekening van de Minister van Binnenlandse Zaken, overeenkomstig artikel 5, paragraaf 2, van het voormeld koninklijk besluit van 6 juli 1979, waarbij inzonderheid de Stad Brussel van de gewestelijke bevoegdheid wordt uitgesloten.

Hetzelfde geldt voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, waarvoor momenteel de twee Ministers van Onderwijs bevoegd zijn (F en N).

C. De Koning is de bevoegde toezichtoverheid, die handelt op voordracht van de Brusselse Executieve.

Deze exclusieve bevoegdheid van de gewestelijke Executieve terzake is gestoeld op de artikels 1 en 4 van het bovenvermeld koninklijk besluit van 6 juli 1979.

Valt er nog te vermelden dat dit besluit het koninklijk besluit van 6 juni 1972 niet opheft wat de Stad Brussel en de commissies voor de cultuur betreft. Het bepaalt slechts de regels voor de materie onderworpen aan het administratief toezicht voorzien bij artikel 5 van het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot bepaling van de aangelegenheden inzake de organisatie van de ondergeschikte besturen waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is en waarvoor de Executieve van het Brusselse Gewest bevoegd is. Daarom blijven de handelingen die onder het toezicht van de nationale of de gemeenschapsoverheid ressorteren, onderworpen aan de wettelijke of reglementaire bepalingen van toepassing inzake deze materies.

Artikel 2 van het ontwerp leidt tot de overeenstemming tussen de bepalingen van artikel 56, paragraaf 3 van de wet van 26 juli 1971 en het koninklijk besluit. Er zullen dus voortaan geen twee mogelijkheden meer bestaan om een beraadslagingskopie, inzake de materie waarvoor de Brusselse Executieve bevoegd is, over te maken. Dit zal de betwistingen vermijden inzake de bepaling van de termijn waarbinnen de toezichtoverheid uitspraak moet doen.

De verplichting die de plaatselijke besturen werd opgelegd om, overeenkomstig artikel 56, paragraaf 3 van de wet van 1971, hun beraadslagingen uitsluitend aan het Ministerie over te maken, was meer bepaald nodig om te vermijden dat de plaatselijke besturen op verschillende dagen hun beraadslagingen aan de Gouverneur en aan het Ministerie van het Brusselse Gewest overmaken, wat dikwijls tot verwarring leidt inzake de datum die in aanmerking moet worden genomen voor de berekening van de termijn.

De mogelijkheid om de beraadslagingen aan de Gouverneur over te maken, toegelaten door het koninklijk besluit van 6 juni 1972, heeft « de rechtstreekse toezending van het afschrift van een besluit aan de Minister zoals die met de daaraan verbonden rechtsgevolgen is voorgeschreven in voornoemd artikel 56, § 3, niet onwerkzaam (heeft) gemaakt en wettelijk niet onwerkzaam (had) kunnen maken » (arrêst nr. 18 370 van 30 juni 1977 van de Raad van State).

Dit besluit voorziet niet alleen het overmaken aan de toezichtoverheid van alle beslissingen van de Raden, maar ook van de beraadslagingen van de Collèges, genomen hetzij krachtens een machtiging van de Raad, hetzij in uitvoering van een beslissing van de Raad.

De beraadslagingen van het College ontsnappen aan de formaliteit, wanneer deze ressorteren onder de bevoegdheden, rechtstreeks door de wet aan de Collèges toegekend (bijvoorbeeld, art. 97 gemeentewet).

Wat de beslissingen van de Raden betreft, werd de verplichting, voorzien bij artikel 56, paragraaf 3 van de voornoemde wet van 26 juli 1971, niet in het koninklijk besluit opgenomen.

Deze uitbreiding is een modaliteit van de uitoefening van het administratief toezicht die een voldoende grondslag vindt in artikel 56, paragraaf 3 van de bovenvermelde wet van 26 juli 1971, dat de Koning de bevoegdheid toekent dergelijke modaliteiten te bepalen.

Het is nochtans onvermijdelijk gebleken om, van bij de ontvangst, aan het provinciaal gouvernement een kopie van alle beraadslagingen over te maken, opdat :

- de Gouverneur zou ingelicht zijn over alle beslissingen door de gemeenten genomen;
- de Regeringscommissaris voor de hoofdstad van het Rijk, de Vice-Gouverneur van de Provincie Brabant zou kunnen waken over de toepassing van de wetten en verordeningen met betrekking tot het taalgebruik in administratieve aangelegenheden;
- de provinciale diensten de dossiers zouden behandelen die hen worden overgemaakt.

Artikel 82bis, paragraaf 4 van de gemeentewet, ingevoerd door artikel 20 van de wet van 14 juli 1976 op de overheidsopdrachten voorziet uitdrukkelijk dat de beraadslagingen waarbij de Collèges de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten

tures et de services, lorsque ces marchés sont soumis à approbation, il y a lieu de transmettre lesdites délibérations au Gouverneur qui doit les envoyer immédiatement au Ministre.

Seule est donc visée par cette disposition l'attribution des marchés qui sont soumis à approbation, soit actuellement les marchés de plus de 2,3 millions hors T.V.A. Les délibérations relatives à l'attribution des autres marchés doivent donc être transmises directement au Ministre.

Par ailleurs, les services du Gouverneur sont chargés de renvoyer aux pouvoirs locaux les délibérations des Collèges et des Conseils qui leurs sont adressées, à l'exception bien sûr de celles relatives à l'article 82bis, paragraphe 4 susvisé.

Seule la transmission au Ministre fait courir le délai de quarante jours visé à l'article 56, paragraphe 4 de la loi du 26 juillet 1971 et à l'article 6 du nouvel arrêté royal.

La répartition formelle des dossiers entre les services de la province et ceux du Ministère de la Région bruxelloise est prévue à l'article 3.

L'instruction des dossiers soumis à la tutelle administrative a été répartie entre les services du ministère de la Région bruxelloise et ceux du Gouvernement provincial afin d'une part d'accélérer le traitement des dossiers en évitant un double examen de ceux-ci et d'autre part de rendre l'exercice de la tutelle plus efficace. C'est pourquoi, le pouvoir de suspension a également été confirmé au Ministre.

En effet, l'autorité la plus qualifiée pour prendre la mesure de suspension, est celle dont les services sont chargés de l'instruction du dossier.

Par l'article 4, le Roi délègue le pouvoir de suspension au Ministre et au Gouverneur. En principe, ce sont les dossiers instruits par les services du Ministère de la Région bruxelloise qui feront éventuellement l'objet d'un arrêté ministériel et ceux traités par les services du Gouvernement provincial, d'un arrêté du Gouverneur.

Cependant, chacune de ces autorités est habilitée à suspendre l'acte du pouvoir local. Il en sera ainsi lorsque, par exemple, le Gouverneur reçoit une plainte d'un conseiller communal laissant présager une violation de la loi par un pouvoir local.

L'article 5, reprenant les principes édictés par la loi communale, fixe le délai dans lequel le pouvoir local doit obligatoirement prendre position. Toutefois, en principe, l'arrêté de suspension doit être porté à la connaissance du Collège et du Conseil en leur plus prochaine séance.

Il est cependant précisé que même si l'arrêté de suspension est pris par le Gouverneur de la province, il y a lieu de transmettre la décision de maintien de l'acte au Ministre.

Confirmant ce point de vue, l'article 6, se basant sur l'article 87 de la loi communale, règle la procédure qui permet au Roi d'annuler les décisions pour violation de la loi ou lésion de l'intérêt général.

Par ailleurs, l'attention est attirée sur le fait que les dispositions relatives à la tutelle d'approbation et à la procédure de prorogation de délai étant expressément prévues à l'article 56, § 4 de la loi du 26 juillet 1971, le Roi, suivant ainsi l'avis du Conseil d'Etat, n'a pas cru nécessaire de les reprendre dans l'arrêté royal dès l'instant où il ne s'est pas avéré utile d'en préciser les modalités d'exécution.

Quant à l'article 7, il prévoit que les arrêtés d'annulation, de non-approbation ou d'approbation sont publiés par extrait au *Moniteur belge* et notifiés à toutes les personnes intéressées. Cette mesure a dû être prise afin de faire courir le délai de recours au Conseil d'Etat surtout dans les affaires de personnel où il a été constaté que certains pouvoirs locaux ne notifiaient pas aux intéressés l'arrêté d'annulation, par exemple.

Il y a lieu, dès lors, de préciser dans les délibérations le patronyme ou la dénomination, l'adresse ou le siège social des personnes physiques ou morales intéressées.

L'article 8 organise la tutelle coercitive en consacrant les principes repris aux articles 88 de la loi communale et 56, § 1er, de la loi du 26 juillet 1971.

Il n'y a rien à modifier dans cette matière sauf que les Collèges doivent se souvenir qu'ils sont chargés de l'exécution des lois et des arrêtés de l'administration générale. Les manquements à ce devoir peuvent provoquer d'une part, la mise en œuvre de la tutelle coercitive et d'autre part, donner lieu à des sanctions disciplinaires prévues à l'article 56 de la loi communale. Au surplus, les Bourgmestres, s'ils sont les premiers magistrats de leur commune ne doivent

toekennen moeten overgemaakt worden. Worden deze opdrachten aan de goedkeuring onderworpen dan moeten de desbetreffende beraadslagingen aan de Gouverneur overgemaakt worden, die deze onmiddellijk naar de Minister stuurt.

Door deze bepaling wordt slechts de toekening beoogd van de opdrachten, die aan de goedkeuring zijn onderworpen, hetzij momenteel de opdrachten van meer dan 2,3 miljoen, B.T.W. niet inbegrepen. De beraadslagingen met betrekking tot de toekening van andere opdrachten, moeten dus rechtstreeks aan de Minister worden overgemaakt.

Bovendien worden de diensten van de Gouverneur ermee belast de beraadslagingen van de Colleges en van de Raden die hen werden overgemaakt, terug te zenden naar de plaatselijke besturen, met uitzondering natuurlijk van deze met betrekking tot het bovenvermeld artikel 82bis, lid 4.

Enkel het overmaken van beraadslagingen aan de Minister doet de termijn van veertig dagen, bedoeld in artikel 56, paragraaf 4 van de wet van 26 juli 1971 en artikel 6 van het nieuwe koninklijk besluit, lopen.

De formele verdeling van de dossiers tussen de provinciale diensten en deze van het Ministerie van het Brussels Gewest is voorzien in artikel 3.

De behandeling van de dossiers, onderworpen aan het administratief toezicht werd verdeeld tussen de diensten van het Ministerie van het Brussels Gewest en die van het Provinciaal gouvernement ten einde enerzijds de behandeling van de dossiers te versnellen door een tweevoudig onderzoek ervan te vermijden en anderzijds, om de uitoefening van het toezicht doeltreffender te maken. Daarom werd de schorsingsbevoegdheid tevens aan de Minister toegekend.

De meest aangewezen overheid om de schorsingsmaatregel te treffen is die waarvan de diensten belast zijn met de behandeling van het dossier.

De Koning delegeert, bij artikel 4, de schorsingsmacht aan de Minister en aan de Gouverneur. In principe zijn het de dossiers die door de diensten van het Brussels Gewest behandeld worden, waarvoor eventueel een ministerieel besluit genomen wordt en voor deze behandeld door de diensten van het Provinciaal gouvernement een besluit van de Gouverneur.

Toch zijn beide overheden gemachtigd om de handeling van het plaatselijke bestuur te schorsen. Dit zal gebeuren, wanneer de Gouverneur bijvoorbeeld een klacht krijgt van een gemeenteraadslid, die doet vermoeden dat een plaatselijk bestuur de wet zou schenden.

Artikel 5 herneemt de principes uitgevaardigd door de gemeentewet en bepaalt de termijn waarin het plaatselijk bestuur verplicht een standpunt moet innemen. In principe moet het schorsingsbesluit tijdens de eerstvolgende vergadering ter kennis worden gebracht van het College en van de Raad.

Er wordt nochtans gepreciseerd dat ook al wordt het schorsingsbesluit door de Provinciegouverneur genomen, de beslissing tot handhaving van de handeling aan de Minister moet worden overgemaakt.

Artikel 6 dat dit standpunt bevestigt, steunt op artikel 87 van de gemeentewet en regelt de procedure die het de Koning mogelijk maakt de beslissingen die de wet schenden of die het algemeen belang schaden, te vernietigen.

Bovendien wordt er de aandacht op gevestigd dat de bepalingen met betrekking tot de goedkeuringsvoogdij en met betrekking tot de procedure tot verlenging van de termijn, uitdrukkelijk in artikel 56, § 4 van de wet van 26 juli 1971 werden voorzien. De Koning, die aldus het advies van de Raad van State bijtreedt, heeft het niet nodig gevonden ze in het koninklijk besluit op te nemen, van zodra het niet nodig bleek de wijze van uitvoering ervan te preciseren.

Artikel 7 voorziet dat de vernietigingsbesluiten, de niet goedkeurings- en goedkeuringsbesluiten per uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt en dat ze aan alle betrokkenen ter kennis worden gebracht. Deze maatregel moest genomen worden om de termijn voor het indienen van beroep bij de Raad van State te laten lopen, vooral wat personeelsaangelegenheden betreft. Hier stelde men immers vast dat sommige plaatselijke besturen bijvoorbeeld het vernietigingsbesluit niet aan de betrokkenen ter kennis brachten.

Vandaar moet in de beraadslagingen de familienaam of de benaming, het adres of de maatschappelijke zetel van de betrokken natuurlijke of rechtspersonen voorzien worden.

Artikel 8 organiseert het dwangtoezicht door de principes vermeld in artikel 88 van de gemeentewet en artikel 56, § 1 van de wet van 26 juli 1971 over te nemen.

Inzake deze materie dient er niets gewijzigd te worden, behalve dat de Colleges het moeten indachtig zijn dat zij belast zijn met de uitvoering van de wetten en besluiten van de algemene administratie. Komen zij dit niet na, dan kan dit enerzijds het inwerkingstellen van de dwangvoogdij met zich meebrengen en anderzijds kan dit aanleiding geven tot disciplinaire sancties voorzien in artikel 56 van de gemeentewet. Bovendien mogen de Burgemeesters, als ze de eer-

pas oublier qu'ils représentent aussi le pouvoir central au niveau communal et qu'ils sont dès lors soumis au pouvoir hiérarchique du Ministre.

En ce qui concerne le pouvoir de suspension du Vice-Gouverneur de la province de Brabant, la situation existante n'est pas modifiée par l'article 9 du présent arrêté.

Il apparaît cependant nécessaire de préciser que les décisions concernant l'application de la législation sur l'emploi des langues en matière administrative ne font pas l'objet d'une tutelle spécifique au sens de l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières concernant l'organisation des pouvoirs subordonnés où une politique régionale différenciée se justifie.

Il s'ensuit que si l'article 65 desdites lois coordonnées charge le Vice-Gouverneur du Brabant d'une mission de surveillance en cette matière et l'autorise à suspendre les actes des pouvoirs subordonnés ce n'est que dans le cadre des pouvoirs attribués au Gouverneur c'est-à-dire dans le cadre de la tutelle ordinaire qui est dévolue au Roi par la loi du 26 juillet 1971 (arrêt n° 25 343 du 30 mai 1985 du Conseil d'Etat).

La publication du nouvel arrêté royal a pour conséquence l'abrogation de l'arrêté royal du 6 juin 1972, prévue à l'article 10 de l'arrêté royal dans la mesure où il régle la tutelle administrative sur l'agglomération bruxelloise et les communes qui la composent à l'exception de la ville de Bruxelles.

Enfin, l'article 11 précise l'entrée en vigueur du nouvel arrêté. Celle-ci est fixée au 1er septembre 1985. Il s'ensuit que les décisions prises à partir de cette date sont soumises aux dispositions contenues dans le présent arrêté. De plus, la transmission des délibérations se fera dès cette date au Ministère de la Région bruxelloise, rue Royale 2-4-6, à 1000 Bruxelles.

### III. Procédure.

Toutes les délibérations susvisées des conseils et des collèges doivent être transmises à l'adresse indiquée ci-dessus. Elles doivent être communiquées en triples exemplaires et dans les deux langues.

Afin de permettre à l'autorité de tutelle de statuer en connaissance de cause, il appartient aux autorités locales de veiller à ce que les dossiers joints aux délibérations soient complets. A cet égard, il est également indispensable que les délibérations qui impliquent des dépenses mentionnent l'année budgétaire et l'article concerné.

Afin d'assurer tant aux autorités locales qu'à l'autorité de tutelle un moyen de contrôle aisé sur la situation de chaque délibération, il importe de pouvoir l'identifier rapidement.

Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire que les délibérations de chaque séance du conseil ou du collège soient numérotées. Cette numérotation doit être propre à chaque séance du conseil ou du collège.

Les éléments d'identification qui sont à reproduire dans le coin supérieur droit de chaque délibération et dans l'ordre ci-après, sont :

1<sup>o</sup> la date de la délibération qui sera indiquée :

- a) l'année, par les deux derniers chiffres du millésime;
- b) le mois (deux chiffres);
- c) le jour (deux chiffres).

2<sup>o</sup> la lettre A, B ou C selon qu'il s'agit d'une délibération du conseil, du collège ou d'une décision du bourgmestre;

3<sup>o</sup> le numéro de la délibération (trois chiffres).

Par exemple, la délibération n° 5 du conseil communal du 12 septembre 1985 sera identifiée comme suit : 85/09/12/A/005.

En ce qui concerne les travaux subsidiés, les administrations locales transmettront :

— d'une part : les délibérations prises par le conseil ou le collège au service de la tutelle, en application de l'article 58 de la loi du 26 juillet 1971;

— d'autre part : la demande de subsides avec le dossier complet aux services compétents en vue de l'octroi, d'une part, de la promesse de principe, et d'autre part de la promesse ferme de subsides auprès de l'administration qui examine l'octroi de subsides.

ste magistraten van de gemeenten zijn, niet vergeten dat zij op gemeentelijk vlak tevens het centraal bestuur vertegenwoordigen en dat zij dan ook onderworpen zijn aan de hiërarchische macht van de Minister.

Wat de schorsingsbevoegdheid van de Vice-Gouverneur van de provincie Brabant betreft, werd de bestaande situatie niet gewijzigd door artikel 9 van dit besluit.

Toch lijkt het noodzakelijk te preciseren dat de beslissingen inzake de toepassing van de wetgeving op het taalgebruik in administratieve aangelegenheden niet onderworpen zijn aan een bijzonder toezicht in de zin van het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot bepaling van de aangelegenheden inzake de organisatie van de ondergeschikte besturen waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is.

Daaruit volgt dat als artikel 65 van de gecoördineerde wetten de Vice-Gouverneur van Brabant belast met een toezichtopdracht inzake deze materie en hem de toelating geeft de handelingen van de ondergeschikte besturen te schorsen, dit enkel kan in het kader van de bevoegdheden die aan de Gouverneur werden toegekend, dit wil zeggen in het kader van het gewone toezicht dat aan de Koning wordt toegekend door de wet van 26 juli 1971 (arrest nr. 25 343 van 30 mei 1985 van de Raad van State).

De bekendmaking van het nieuwe koninklijk besluit heeft tot gevolg dat het koninklijk besluit van 6 juni 1972, voorzien bij artikel 10 van het koninklijk besluit wordt opgeheven in zover het het administratief toezicht regelt op de Brusselse Agglomeratie en op de gemeenten die ertoe behoren, met uitzondering van de stad Brussel.

Tenslotte verduidelijkt artikel 11 de inwerkingtreding van het nieuw besluit. Deze wordt vastgesteld op 1 september 1985. Daaruit volgt dat de beslissingen genomen vanaf deze datum onderworpen worden aan de bepalingen van dit koninklijk besluit. De beraadslagingen die worden overgemaakt, moeten dan ook vanaf deze datum naar het Ministerie van het Brusselse Gewest, Koningstraat 2-4-6, te 1000 Brussel worden gestuurd.

### III. Procedure.

Alle bovenvermelde beraadslagingen van de raden en de colleges moeten aan het bovenvermelde adres worden toegezonden. Zij moeten in drie exemplaren en in de twee talen worden overgemaakt.

Teneinde het de toezichtoverheid mogelijk te maken met kennis van zaken uitspraak te doen, moeten de plaatselijke besturen ervoor zorgen dat de dossiers die aan de beraadslagingen worden toegevoegd, volledig zijn. Wat dit betreft is het tevens noodzakelijk dat de beraadslagingen die uitgaven impliceren, het begrotingsjaar en het betrokken artikel vermelden.

Teneinde zowel de plaatselijke overheid als de toezichtoverheid een gemakkelijk controlemiddel te verzekeren voor elke beraadslaging, moet men ze snel kunnen identificeren.

Om dit doel te bereiken is het noodzakelijk dat alle beraadslagingen van elke vergadering van de raad of van het college genummerd worden. Deze nummering moet eigen zijn aan elke vergadering van de raad of van het college.

De identificatieelementen die in de hierna vermelde volgorde in de rechterbovenhoek van elke beraadslaging moeten ingeschreven worden, zijn :

1<sup>o</sup> de datum van de beraadslaging die als volgt zal worden aangebracht :

- a) het jaar, door de twee laatste cijfers van het jaartal te vermelden;
- b) de maand (twee cijfers);
- c) de dag (twee cijfers).

2<sup>o</sup> de letter A, B of C al naargelang het gaat om een beraadslaging van de raad, van het college of van een beslissing van de burgemeester;

3<sup>o</sup> het nummer van de beraadslaging (drie cijfers).

Bijvoorbeeld de beraadslaging nr. 5 van de gemeenteraad van 12 september 1985 zal als volgt geïdentificeerd worden : 85/09/12/A/005.

Voor wat de gesubsidieerde werken betreft, zullen de plaatselijke administraties :

— enerzijds : de beraadslagingen genomen door de raad of het college overmaken aan de dienst toezicht, in toepassing van artikel 58 van de wet van 26 juli 1971;

— anderzijds : de subsidieaanvraag met het volledige dossier overmaken aan de bevoegde diensten met het oog op de toekenning enerzijds, van de principiële belofte, en anderzijds van de vaststaande belofte van de subsidies in te dienen bij de administratie die het toekennen van de subsidies zal onderzoeken.

En ce qui concerne le ministère de la Région bruxelloise, les services compétents sont :

- Administration des Travaux subsidiés,  
Résidence Palace,  
Rue de la Loi 155  
1040 Bruxelles

Pour l'obtention de subsides en application :

— de l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949, relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations des polders ou de waterings, en ce qui concerne les travaux aux bâtiments communaux, les travaux de voirie, les égouts, les églises non classées, l'aménagement des zones vertes;

— des arrêtés royaux des 15 septembre 1978 et 13 juillet 1981 relatifs à l'octroi de subventions aux communes pour la restauration, le renouvellement ou l'aménagement des voies de circulation piétonne dans la région bruxelloise;

— de l'arrêté royal du 26 avril 1982 relatif à l'octroi de subventions aux communes pour la création, l'aménagement, l'amélioration ou la restauration des réseaux d'itinéraires cyclables dans la région bruxelloise;

— de l'arrêté royal du 12 juillet 1984 qui détermine les conditions de l'octroi et le taux des subventions pour les plantations, l'équipement, l'aménagement et le réaménagement de terrains en vue de la conservation ou la création d'espaces verts publics;

— de l'arrêté royal du 13 décembre 1984 fixant, pour la région bruxelloise, les modalités d'application de l'article 99 du Code du logement.

- Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire  
Résidence Palace  
Rue de la Loi 155  
1040 Bruxelles

Pour l'obtention de subsides en application :

— de l'arrêté royal organique du 28 mars 1977 de la rénovation d'îlots dans la région bruxelloise;

— de l'arrêté royal organique du 8 février 1980 de la rénovation d'immeubles isolés des communes et des C.P.A.S.

- Administration des Ressources naturelles et de l'Environnement  
Résidence Palace  
Rue de la loi 155  
1040 Bruxelles

Pour l'obtention de subsides en application :

— de l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations des polders ou de waterings en ce qui concerne :

- les travaux aux cimetières;
- les conduites d'eau potable;
- les stations d'épuration d'eau;
- les stations de traitement d'immondices.

- Service Comptabilité  
Rue Royale 2-4-6  
1000 Bruxelles

Pour l'obtention de subsides en application :

— de l'arrêté royal du 11 juillet 1983 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés pour leur permettre de faire établir des audits énergétiques destinés à économiser l'énergie dans les bâtiments qui leur appartiennent;

— de l'arrêté royal du 17 mai 1984 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs locaux qui exécutent des travaux destinés à réaliser des économies d'énergie.

Il va de soi que les renseignements complémentaires demandés par le Gouverneur ou les administrations mentionnées ci-dessus leur seront communiqués directement.

Les présentes instructions remplacent celles données précédemment.

Le Ministre,  
Paul HATRY

De bevoegde diensten van het Ministerie van het Brussels Gewest zijn :

- Administratie van Gesubsidiëerde Werken,  
Residence Palace,  
Wetstraat 155  
1040 Brussel

Voor het bekomen van subsidies in toepassing van :

— het Regentsbesluit van 2 juli 1949, met betrekking tot de Staatstussenkomst inzake subsidies voor de uitvoering van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies voor openbare onderstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders en wateringen; wat de werken aan gemeentebouwen betreft, wegenis- en ripolwerken, de niet geklasseerde kerken, de aanleg van groene ruimten;

— de koninklijke besluiten van 15 september 1978 en 13 juli 1981 met betrekking tot de toekenning van subsidies aan de gemeenten voor de restauratie, de vernieuwing of de aanleg van voetpaden in het Brussels Gewest;

— het koninklijk besluit van 26 april 1982 met betrekking tot de toekenning van subsidies aan de gemeenten voor de creatie, de aanleg, de verbetering of restauratie van het fietspadennet in het Brussels Gewest;

— het koninklijk besluit van 12 juli 1984 tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden en het percentage van de toelagen voor beplantingen, voorzieningen, inrichting en herinrichting van gronden met het oog op het behoud of de aanleg van openbare groene ruimten;

— het koninklijk besluit van 13 december 1984 tot vaststelling, voor het Brussels Gewest, van de toepassingsmodaliteiten van artikel 99 van de Huisvestingscode.

- Administratie van Stedebouw en Ruimtelijke Ordening  
Residence Palace,  
Wetstraat 155  
1040 Brussel

Voor het bekomen van subsidies in toepassing van :

— het organiek koninklijk besluit van 28 maart 1977 op de renovatie van wijken in het Brussels Gewest;

— het organiek koninklijk besluit van 8 februari 1980 op de renovatie van alleenstaande gebouwen van de gemeenten en van de O.C.M.W.'s.

- Administratie van de Natuurlijke Rijkdommen en van het Leefmilieu  
Residence Palace  
Wetstraat 155  
1040 Brussel

Voor het bekomen van subsidies in toepassing van :

— het Regentsbesluit van 2 juli 1949 met betrekking tot de Staatstussenkomst inzake toelagen voor de uitvoering van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies voor openbare onderstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders of wateringen inzake :

- werken aan kerkhoven;
- waterleidingen voor drinkbaar water;
- waterzuiveringsinstallaties;
- huisvuilverwerkingsinstallaties.

- Boekhoudkundige dienst  
Koningsstraat 2-4-6  
1000 Brussel

Voor het bekomen van subsidies in toepassing van :

— het koninklijk besluit van 11 juli 1983 met betrekking tot de toekenning van toelagen aan de ondergeschikte besturen met als doel het hen mogelijk te maken energieaudits te laten opstellen bestemd om energie te besparen in de gebouwen die hen toebehooren;

— het koninklijk besluit van 17 mei 1984 betreffende de tegevoeligheden aan plaatselijke besturen die werken uitvoeren bestemd om energiebesparingen te verwezenlijken.

Het spreekt vanzelf dat de nadere inlichtingen, gevraagd door de Gouverneur of de bovengenoemde administraties, hen onmiddellijk moeten worden verstrekt.

Deze richtlijnen vervangen de vorige.

De Minister,  
Paul HATRY